

Le 4 janvier 2012

Le très honorable Stephen Harper  
Premier Ministre du Canada  
Chambre des communes  
OTTAWA (Ontario)  
K1A 0A6

Monsieur le Premier Ministre,

Au nom des 615 000 membres du SCFP de tout le Canada, je vous écris aujourd'hui pour appuyer les Travailleuses et travailleurs canadiens de l'automobile qui exigent que votre gouvernement rende publiques les conditions de l'achat, en 2010, d'Electro-Motive par Caterpillar Inc., en vertu de la *Loi sur Investissement Canada*.

L'acquisition d'Electro-Motive a effectivement dû être approuvée en vertu de la *Loi sur Investissement Canada*, qui exige de démontrer un « avantage net » pour le Canada avant d'approuver des prises de contrôle de sociétés canadiennes par des intérêts étrangers. Il est difficile d'imaginer en quoi l'achat de cette entreprise par Caterpillar a constitué un « avantage net » pour le Canada, en particulier si l'on tient compte des incitatifs financiers que lui a consentis votre gouvernement. En fait, Caterpillar s'est comportée comme une entreprise qui se prépare à quitter le Canada et à consolider ses activités aux États-Unis.

Aujourd'hui, nous exigeons que notre gouvernement rende publics les détails de l'entente avec Caterpillar Inc. En même temps, il faut de toute urgence revoir l'application et l'efficacité de la *Loi sur Investissement Canada*.

Cette *Loi* était censée protéger les ressources canadiennes et fournir au gouvernement du Canada un instrument politique dans le cadre d'une stratégie industrielle. Aujourd'hui, le recours à la loi est très secret, ses critères sont vagues, sans considération pour les effets sur les emplois et les économies locales, et son application semble inexistante. Lorsque l'on voit ce qu'ont fait AbitibiBowater, US Steel et, maintenant, Caterpillar Inc., la *Loi sur Investissement Canada* semble utile pour tout, sauf la défense de l'intérêt des travailleurs du pays.

.../2

La recherche constante par votre gouvernement d'ententes de libre-échange à tout prix et de politiques qui permettent le bradage de sociétés canadiennes sans égard pour l'intérêt des travailleurs est tout simplement inacceptable.

Ce qui est clair, c'est que le Canada n'est doté d'aucune stratégie industrielle cohérente. Le pays n'a pas de stratégie nationale de développement de la main-d'œuvre et tant les employeurs que le gouvernement fédéral manifestent peu d'intérêt pour la formation des travailleurs. Comme vous le savez, Caterpillar, qui a mis ses employés en lock-out le 1<sup>er</sup> janvier, a le culot de demander un recul salarial de 50 %, ainsi que l'élimination du régime de retraite, pour ne nommer que ces deux concessions exigées. Les lockoutés de Caterpillar méritent des réponses, tout comme les autres Canadiens.

La seule stratégie économique de votre gouvernement, selon ce que peuvent voir les Canadiens, est d'agir dans l'intérêt des grandes entreprises et des riches. Dans deux récents conflits de travail du secteur privé, votre gouvernement a invoqué l'économie pour justifier son ingérence dans les droits des travailleurs prévus dans le *Code canadien du travail* et leur retirer leur droit de grève. Cette année, deux employeurs du secteur privé (l'un au Québec et l'autre en Ontario) ont décidé de mettre leurs employés en lock-out. Pourtant, votre gouvernement s'est bien gardé d'intervenir dans ces conflits.

L'année dernière, je n'ai pas cru à vos arguments bidon sur les effets négatifs pour l'économie canadienne d'une courte grève des agents de bord et des agents de réservation et du service à la clientèle chez Air Canada. Je n'accepte pas non plus aujourd'hui votre silence lorsque deux sociétés du secteur privé décident de lockouter leurs travailleurs pour les obliger à accepter des concessions. Pourtant, les effets économiques négatifs des mesures prises par AbitibiBowater, US Steel et Caterpillar Inc. sont d'une clarté aveuglante.

Nous savons bien que les conflits chez Caterpillar et chez Rio Tinto Alcan sont régis par les codes du travail provinciaux. Mais il est évident que votre gouvernement applique deux poids, deux mesures en matière de relations industrielles. Vous êtes du côté des employeurs, tant lorsque vous niez leurs droits aux travailleurs dans le processus des négociations collectives que lorsque vous restez silencieux quand les employeurs exercent leurs options de lock-out.

Nos commentaires ne sont surtout pas destinés à demander l'intervention du gouvernement dans le processus de négociation collective. Nous soulignons tout simplement que votre gouvernement fait preuve de partialité en matière de relations industrielles et qu'il piétine les droits légaux des travailleurs au non de la stabilité économique tout en permettant aux sociétés étrangères de détruire les économies locales et la sécurité économique de milliers de familles canadiennes. Les Canadiens veulent l'équité et une stratégie économique qui protège leur intérêt.

En terminant, nous nous joignons aux TCA pour demander à votre gouvernement de rendre publiques les conditions de votre approbation de l'entente avec Caterpillar ainsi que la nature des incitatifs que vous avez accordés à cette société pour stabiliser sa présence au Canada.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'assurance de ma considération distinguée.

Le président national,

PAUL MOIST

:jvp/sec